

**TEMPS FORT** jeudi 29 septembre 2011

# Mieux gouverner l'euro, acte 1

Richard Werly Strasbourg



José Manuel Barroso devant le Parlement européen: «Ce paquet sur la gouvernance économique est un début.»

(Strasbourg, 28 septembre 2011 – © parlement européen/philippe sautier )

> **Finances publiques** Après des mois de négociations, la zone euro accouche d'une réforme de sa gouvernance économique

> **L'adoption d'un paquet législatif pour renforcer la discipline budgétaire pourrait marquer un tournant dans la crise de la dette**

La riposte finit par venir, après bientôt dix-huit mois de crise. Mercredi, la zone euro a pour la première fois depuis le premier sauvetage de la Grèce en mai 2010, fait un pas en direction d'une réponse structurelle à son endettement. Avec un double objectif: crédibiliser la gouvernance économique et renforcer l'intégration budgétaire des dix-sept pays dotés de l'euro.

Appelé mercredi à prononcer devant le Parlement européen à Strasbourg son deuxième discours sur l'état de l'Union depuis sa réélection pour cinq ans à la tête de la Commission, fin 2009, José Manuel Barroso a dramatisé et exigé des gouvernements nationaux qu'ils apportent enfin une réponse communautaire.

«La règle de l'unanimité contraint à nous aligner sur le rythme du plus lent, et les limites des accords intergouvernementaux sont patentées», a réitéré, lors d'un entretien avec quelques journalistes, l'ancien premier ministre portugais. Son discours, lui, a pour une fois fixé un cap: outre le lancement futur d'euro-obligations pour mutualiser une partie des dettes souveraines de la zone euro, José Manuel Barroso a proposé l'instauration unilatérale par l'Europe d'une taxe sur les transactions financières et l'ouverture rapide par l'UE de négociations fiscales avec les pays tiers, dont la Suisse.

Il a, surtout, exhorté les capitales à cesser de jouer des coudes et d'alimenter les doutes sur l'avenir de l'euro. «Il n'est plus question de solutions au coup par

coup, partielles a-t-il poursuivi. Il nous faut une détermination pour des solutions globales [...] La crise de la dette souveraine est aujourd'hui avant tout une crise de confiance politique.»

Coincidence de calendrier: cet appel fort est intervenu juste avant l'approbation, par une nette majorité d'eurodéputés, des six textes législatifs destinés à renforcer la discipline budgétaire et à rendre plus effectif le Pacte de stabilité.

Pas de triomphalisme: proposé il y a plus d'un an par la Commission, ce «paquet» a durant des mois failli être torpillé par les Etats membres, qui refusaient des sanctions automatiques en cas de dérapage des dépenses publiques, et voulaient limiter au maximum le contrôle des instances communautaires.

Le symbole demeure néanmoins. D'autant que le discours de Barroso tout comme le vote parlementaire interviennent à point nommé. Le Bundestag allemand doit voter ce jeudi les nouvelles modalités d'action du Fonds de stabilité financière (EFSF), que les députés slovaques, très réticents, examineront ensuite le 25 octobre. Le versement d'une nouvelle tranche d'aide à la Grèce est imminent, alors que le débat est vif sur son éventuelle mise en faillite partielle et «ordonnée». Les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE se réuniront enfin les 17 et 18 octobre à Bruxelles, sur fond d'exhortations américaines à agir, à passer à l'acte 1 de la sortie de crise.

Message reçu? «Ce paquet sur la gouvernance économique est un début», affirme José Manuel Barroso. Lequel a promis, d'ici à la mi-octobre, de nouvelles propositions. L'une, décisive pour s'opposer au délitement de la monnaie unique, sera d'étoffer les pouvoirs du commissaire européen chargé des Affaires économiques, qui deviendrait, sans le titre, ce fameux «ministre des finances européen» appelé de ses vœux par le président sortant de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet. Une autre, souvent évoquée, concernera les «eurobonds», dont le président de la Commission reconnaît qu'ils «doivent incarner la solidarité européenne», mais pas se transformer «en chèque en blanc pour accroître les dépenses», comme le redoute l'Allemagne.

Troisième objectif: aligner le plus possible le Fonds européen de stabilité financière (EFSF) sur le modèle du Fonds monétaire international en augmentant sa capacité d'emprunt et en permettant à ses Etats actionnaires de décider ses interventions à la majorité. Pour le moment, les Etats membres n'ont pas encore manifesté leur volonté commune d'y parvenir.

öVers une «taxe Tobin»? Page 13